

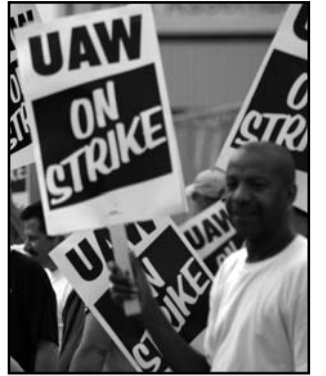
États-Unis. Les travailleurs de l'automobile face à la crise ILS DISENT NON !

page 11

6 752
abonnés
reçoivent ce numéro.
Et vous ?
(page 16)

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES



LICENCIEMENTS DANS LE PRIVÉ,
CONTRE-RÉFORME DANS L'ENSEIGNEMENT,
PRIVATISATION DE LA POSTE...

COMMENT ARRÊTER LE ROULEAU COMPRESSEUR DU GOUVERNEMENT ?

(pages 3 et 4)



20 novembre : 220 000 manifestants contre Darcos.

(10)

7 DÉCEMBRE CONFÉRENCE NATIONALE POUR L'UNITÉ

Le 7 décembre se tiendra la conférence nationale de délégués pour l'unité, à l'initiative du POI, qui rassemblera des militants, des élus et des travailleurs d'origines diverses qui partagent la même volonté de combat pour l'indépendance et l'unité des travailleurs et des organisations pour barrer la voie à la politique du gouvernement et de l'Union européenne. (pages 3, 4, 8 et 9)

L'actualité politique et sociale
Crise dans le Parti socialiste.

Un pas est franchi. page 5

“Les syndicats de l'AP-HP proposent que, partout, les personnels hospitaliers avec leurs syndicats prennent position pour le retrait de la loi Bachelot !”

page 6

Vie du parti
Congrès des maires. 498 élus contresignent la proposition de loi du comité de Roquebrun.

page 8

L'actualité internationale
Chili. Grève nationale des fonctionnaires.

page 13

**Informations ouvrières. Profitez de notre offre exceptionnelle.
Pour tout nouvel abonné : 12 numéros : 10 euros**

Il est temps

C E 20 novembre, Sarkozy a donc annoncé que 20 milliards d'euros (sur les 360 milliards destinés à renflouer les spéculateurs) vont être dévolus à un « fonds stratégique d'investissement » qui restera « minoritaire dans les entreprises où il investit ». Précision : ce fonds « n'a pas pour objectif de faire perdurer des entreprises qui ne sont pas viables ». En clair : il s'agit d'utiliser l'argent de l'Etat, soustrait à nos services publics, nos hôpitaux et nos écoles, pour aider les patrons à restructurer, tailler à la hache dans les emplois et délocaliser. Nouveauté : le « comité d'orientation qui va gérer le fonds » comprendra « des représentants des syndicats » (1).

21 novembre. Une dépêche de l'AFP confirme : la commission Ailleret rendra son verdict le 15 décembre. Comprenant en son sein des représentants des syndicats et des « grands » partis politiques, la commission Ailleret a pour mission « d'évaluer l'impact sur La Poste du contexte concurrentiel propre » et « d'identifier ses forces et faiblesses dans la perspective de l'ouverture complète à la concurrence au 1^{er} janvier 2011 ».

Destruction du monopole de La Poste ou restructurations-licenciements : le gouvernement Sarkozy applique avec zèle les directives de l'Union européenne et son plan de 1 700 milliards pour les spéculateurs.

Mais la classe ouvrière ne peut accepter. Elle l'a prouvé une nouvelle fois dans la très massive grève de l'Education nationale du 20 novembre.

Dès lors, Sarkozy ne peut espérer atteindre ses objectifs de destruction sans l'aide de ces « comités d'orientation » et autre commission Ailleret dans lesquels il voudrait encamiser les organisations ouvrières (2).

Alors, faut-il aider Sarkozy et son gouvernement subsidiaire de l'Union européenne à appliquer le plan des 360 milliards destructeur contre la classe ouvrière ?

Chaque jour qui passe, des entreprises ferment ou délocalisent. Chaque jour qui passe, des services publics sont liquidés, de nouvelles contre-réformes sont imposées.

Jusqu'à quand faudrait-il que les travailleurs et le peuple subissent ces coups sans pouvoir se défendre, au prétexte que les dirigeants des partis se réclamant de la démocra-

tie et des intérêts ouvriers veulent sauvegarder les institutions de l'Union européenne et le gouvernement Sarkozy ?

De plus en plus, de la mobilisation même des travailleurs monte l'exigence de l'action unie et résolue, du tous ensemble, y compris la grève générale, pour balayer cette politique.

Pour faire avancer cette cause urgente, une date : la conférence de délégués pour l'unité, le 7 décembre, dont le Parti ouvrier indépendant a pris l'initiative.

Le temps presse : maintenant, tout de suite, il faut bloquer cette politique. C'est le peuple travailleur qu'il faut sauver, et pas les spéculateurs.

(1) Lire l'article de Claude Jenet page 10.

(2) N'est-ce pas une autre façon de venir en aide au gouvernement que d'appeler, comme le font les dirigeants des organisations majoritaires d'enseignants, à une journée de manifestations sans grève... et sans le mot d'ordre de « Retrait des décrets Darcos », le 10 décembre prochain ?

INFORMATIONS OUVRIÈRES

tribune libre de la lutte des classes

Dans le cadre de sa tribune libre, *Informations ouvrières*, fondé par Pierre Lambert, offre la possibilité de s'exprimer librement à tout groupement ou formation politique qui entend sincèrement combattre pour l'émancipation des travailleurs. Cela sous leur propre responsabilité. L'hebdomadaire est édité par l'association (loi 1901) Informations ouvrières, présidée par Daniel Gluckstein, directeur de la publication.

Rédacteur en chef :

Lucien Gauthier

Siège : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

• Imprimerie :

Rotinfed 2000, Paris.

• **Tirage :** 20 000 exemplaires.

• Commission paritaire :

0909 C85 410.

• **ISSN :** 0813 9500.

• Rédaction :

Informations ouvrières
87, rue du Faubourg-Saint-Denis,
CS 30016 - 75479
Paris CEDEX 10.

Tél. : 01 48 01 89 23.

Fax : 01 48 01 89 29.

E-mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

• Administration- abonnements :

Maïthé Dayan
Tél. : 01 48 01 88 22
01 48 01 88 41.

E-mail : diffusion-io@fr.oleane.com

Dépôt légal :

à publication.



NOUS ÉCRIRE

INFORMATIONS OUVRIÈRES

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016
75479 Paris Cedex

E-mail

informations-ouvrieres@fr.oleane.com

Retrouver les vraies valeurs du socialisme

PAR GÉRARD SCHIVARDI

EN tant qu'ancien membre et secrétaire de section du PS, je m'attendais à une crise. Déjà, pendant la campagne présidentielle, on s'attendait, à peu près tous les sympathisants et les membres du PS, à ce qu'il se passe quelque chose dans ce parti qui a tendance à partir vers la droite, du moins vers le centre, ce que ne souhaitait pas les adhérents du PS. On savait qu'il y avait des problèmes au sein du PS.

Je ne pense pas que le PS se remettra de la situation actuelle.

Il peut y avoir des arrangements ou bien des magouilles au sein des dirigeants à Paris, mais la base commence à en avoir assez et commence à se détacher du PS. Mais c'est quand même grave pour l'avenir de la France et de la démocratie qu'un parti aussi important disparaisse.

Il n'est pas certain que les élus de base, dans les communes et les conseils généraux, soient sur la même longueur d'onde. Au contraire, ils cherchent, eux, à agir face au gouvernement et à l'Union européenne. Bref, ils veulent que leur parti défende la population. C'est cela, le socialisme.

Par exemple, dans le département de l'Aude, ils considèrent que l'Union européenne, avec ses traités, ses directives, leur a fait plus de mal que de bien, qu'il faudrait revenir sur l'ensemble des traités, et c'est là le problème majeur au sein du PS : la contradiction entre la base et les sommets parisiens.

S'il s'était trouvé un candidat qui soit capable de porter une autre parole que celle de Ségolène Royal ou bien de Martine Aubry et qui s'était prononcé pour remettre en cause le traité de Maastricht, il aurait été capable de rassembler largement au sein du Parti socialiste.

Mais cela n'a pas été le cas, on voit le résultat aujourd'hui.

Car la crise est profonde.

Quand on voit que les responsables accompagnent la politique européenne de privatisation des services publics, alors que les maires, les conseillers généraux, 23 parlementaires, dont 20 du PS, se battent pour La Poste avec le comité de Roquebrun pour le rétablissement du monopole public de La Poste, on comprend que c'est un parti qui ne peut plus fonctionner ; que c'est là la cause de la crise.

Personne ne peut se satisfaire de cette situation.

La masse des militants et sympathisants socialistes ne peut pas accepter une telle situation, qui laisse les mains libres au gouvernement.

Il faut souhaiter que les vrais socialistes qui veulent être du bon côté dans la lutte de classe, et qui veulent une Europe des peuples libres, nous rejoignent.

Un parti où ils pourraient se sentir à l'aise, c'est le nôtre, car ils retrouveront les vraies valeurs du socialisme.

Les jeunes, Darcos, l'Union européenne sont-ils compatibles ?

PAR GUILLAUME ZARKA

A l'Université, les étudiants sont confrontés à la destruction de leurs filières et des concours. Avec la LRU, ce sont toutes les filières universitaires et les diplômes nationaux qui s'y rattachent qui sont menacés : à Lyon-I, par exemple, une licence composante de l'UFR de biologie ouverte en 2003 à tous les étudiants serait fermée en 2009 et remplacée par une autre licence financée à 50 % par Veolia, accueillant uniquement 20 étudiants par promotion, recrutés sur dossier, pour un coût de 6 123 euros par an !

Tout cela est le produit des exigences de l'Union européenne visant à remettre en cause diplômes et programmes nationaux au nom d'une pseudo-« harmonisation européenne » ; celle-ci n'est rien d'autre que l'asservissement des universités, à travers les pôles de compétitivité, au patronat.

Avec la « réforme » des concours, c'est la fin des concours nationaux, car la préparation de ces concours ne se ferait plus dans le cadre des IUFM, mais dans les universités, qui seront autonomes

avec la LRU : il n'y aurait plus de formation nationale, avec un concours national de recrutement qui garantit les mêmes droits pour tous les candidats !

Parce que aucun étudiant ne peut accepter cela, c'est par centaines qu'ils se rassemblent depuis quelques semaines en assemblées générales pour exiger le retrait de la « réforme » des concours, de la LRU. A la Sorbonne, cette résistance débouche sur l'élection de délégués chargés de mettre en application les décisions de l'assemblée générale.

Le combat des étudiants pour le maintien des diplômes et des concours nationaux, c'est le même combat que celui des lycéens pour le maintien du bac national ! Lors de la consultation nationale qu'il a organisée, Darcos s'est fait copieusement huer par des lycéens bien conscients des conséquences de la « réforme » des lycées : la suppression de 7 heures hebdomadaires d'enseignement et la suppression des postes de professeurs qui s'ensuit, le remplacement des matières

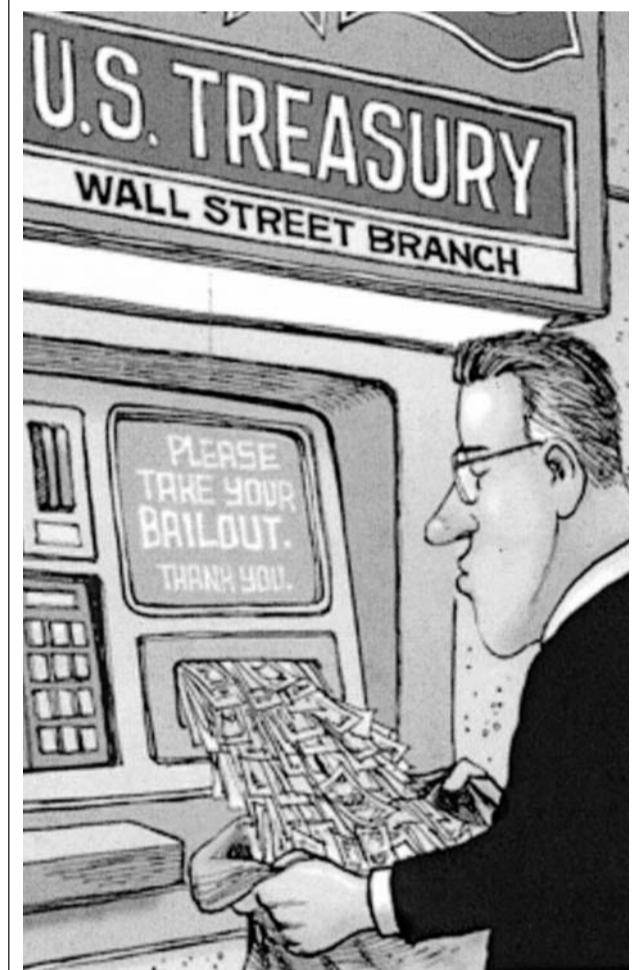
de SVT ou de physique-chimie par des « sciences expérimentales » bidons, la fin des programmes nationaux et l'instauration de programmes différents d'un bahut à l'autre...

Le 20 novembre dernier, c'est par milliers que les lycéens sont descendus dans la rue aux côtés de leurs professeurs pour exiger le retrait de cette réforme.

A l'UNL, qui demande à participer avec le ministre à la rédaction d'« une réforme qui traite en profondeur les problèmes du système éducatif actuel » (communiqué du 20 novembre), les lycéens répondent : unité professeurs-élèves contre les mesures de Darcos !

La démocratie dans nos assemblées générales et l'unité professeurs-élèves sont les éléments essentiels pour que la lutte de la jeunesse contre la déqualification soit victorieuse. N'est-ce pas le rôle d'une organisation de jeunes comme l'est l'AJR que d'aider les étudiants et les lycéens à prendre en main leur mouvement ?

TRAIT LIBRE
VU DANS LA PRESSE AMÉRICAINE



Le ministère des Finances américain : « Prenez votre plan de sauvetage, s'il vous plaît. »